LETTRE OUVERTE AUX ÉLUS DE LA RÉPUBLIQUE

Élection présidentielle de 2027 — Pour une démocratie ouverte et représentative

Mesdames et Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs les Élus de la République,

Chers collègues,

Je prends aujourd'hui la liberté de m'adresser à vous dans le cadre de ma candidature à l'élection présidentielle de 2027.

Je le fais avec un respect profond pour les fonctions que vous exercez, mais également avec la connaissance personnelle de ce que signifie être élu local.

Ancienne adjointe au maire de Roubaix et conseillère métropolitaine au sein de la Métropole européenne de Lille, j'ai eu l'occasion de mesurer les responsabilités, les exigences et parfois la solitude qui accompagnent l'exercice d'un mandat.

Être élu, ce n'est pas simplement représenter une institution.

C'est recevoir les inquiétudes de ses administrés, répondre aux urgences, arbitrer des intérêts contradictoires, accompagner des familles, défendre des projets et assumer des décisions qui ne satisfont pas toujours tout le monde.

C'est être au contact direct de la réalité.

Vous connaissez les difficultés du logement, les fragilités de nos commerces, les attentes des familles, les tensions autour des services publics, les contraintes budgétaires et les inquiétudes qui traversent nos territoires.

Vous savez aussi que la France ne se résume ni à Paris, ni aux grandes métropoles, ni aux débats nationaux.

Elle vit dans ses communes, ses quartiers, ses villages, ses territoires ruraux, ses collectivités ultramarines et dans l'engagement quotidien de celles et ceux qui les font fonctionner.

La République commence dans nos communes. Elle ne devrait jamais les considérer comme de simples exécutantes de décisions prises ailleurs.

Pourtant, depuis de nombreuses années, les collectivités territoriales doivent composer avec une accumulation de normes, des transferts de responsabilités parfois insuffisamment accompagnés et une incertitude croissante sur leurs moyens d'action.

Dans le même temps, les citoyens attendent de leurs élus locaux des réponses à des problèmes dont les causes et les solutions dépassent souvent largement leurs compétences.

Cette situation fragilise l'action publique et contribue à la défiance démocratique.

Je suis convaincue que nous devons retrouver une organisation institutionnelle fondée sur la confiance, la subsidiarité, la responsabilité et la clarté des compétences.

L'État doit exercer pleinement ses missions essentielles, sans prétendre administrer chaque détail de la vie locale.

Les collectivités doivent disposer de marges de décision réelles, adaptées aux spécificités de leurs territoires, accompagnées des responsabilités et des moyens correspondants.

Je défends une République une et indivisible, mais qui n'exige pas que chaque territoire soit administré de manière identique lorsque ses réalités sont différentes.

L'égalité républicaine n'est pas l'uniformité administrative.

Cette conviction fait partie des raisons qui m'ont conduite à engager ma candidature à l'élection présidentielle de 2027, portée par le mouvement Les Français Engagés.

Je ne viens pas du néant politique. J'ai exercé des responsabilités locales, participé à l'action publique et poursuivi mon engagement dans le monde associatif, économique et international.

Mais je ne suis pas davantage issue de ces parcours nationaux dans lesquels les responsabilités semblent parfois se transmettre au sein d'un cercle restreint de personnalités.

Je crois qu'il doit rester possible, dans notre République, de présenter une candidature fondée sur une expérience, une vision et un engagement, sans dépendre de l'investiture d'une grande formation politique.

C'est précisément l'un des enjeux du pluralisme démocratique.

Le parrainage : une responsabilité démocratique, pas une adhésion politique

Dans les prochains mois, les candidats à l'élection présidentielle devront réunir les présentations d'élus nécessaires à la validation de leur candidature par le Conseil constitutionnel.

Je mesure pleinement l'importance de cette responsabilité.

Je sais également que le système actuel peut placer certains élus dans une situation délicate.

La publicité des présentations, les interprétations politiques et les réactions locales peuvent donner au parrainage une signification qu'il ne devrait pas nécessairement avoir.

Je tiens donc à rappeler un principe essentiel :

Présenter un candidat ne signifie ni adhérer à son programme, ni rejoindre son mouvement, ni s'engager à voter pour lui.

C'est permettre qu'une candidature puisse être examinée dans le cadre du processus démocratique, sous réserve du respect de l'ensemble des conditions constitutionnelles et légales.

Je ne vous demande pas de partager toutes mes idées.

Je ne vous demande pas de renoncer à vos convictions, à votre indépendance ou à vos engagements politiques.

Je vous demande de considérer l'intérêt démocratique de permettre à des candidatures différentes, sérieuses et construites, de participer au débat national.

Une élection présidentielle ne devrait pas se limiter à la confrontation de personnalités déjà installées dans le paysage médiatique ou partisan.

Elle devrait permettre aux Français de découvrir, de comparer et de départager plusieurs projets pour leur pays.

Je suis parfaitement consciente que chaque élu demeure libre de sa décision et que nul ne peut revendiquer un droit à recevoir une présentation.

Cette liberté doit être pleinement respectée.

Redonner une place centrale aux élus de terrain

Au-delà de la question des parrainages, je souhaite engager avec vous un dialogue de fond sur l'avenir de nos institutions.

Comment rendre aux communes une véritable capacité d'action ?

Comment simplifier les relations entre l'État et les collectivités ?

Comment garantir une répartition plus juste des ressources publiques ?

Comment assurer l'accès aux services essentiels sans imposer des solutions uniformes à des territoires qui ne connaissent pas les mêmes réalités ?

Comment mieux associer les élus locaux à l'élaboration et à l'évaluation des politiques nationales ?

Et surtout, comment faire en sorte que les décisions publiques soient prises au plus près de ceux qui en subiront ou en bénéficieront les conséquences ?

Ces questions ne devraient appartenir à aucun parti.

Elles concernent l'ensemble des élus de la République.

C'est pourquoi je souhaite que ma démarche présidentielle puisse également ouvrir un espace de dialogue avec les maires, les élus municipaux, départementaux, régionaux et territoriaux, quelles que soient leurs sensibilités politiques.

Je ne recherche pas une adhésion de façade.

Je souhaite entendre vos expériences, vos critiques, vos propositions et les solutions que vous avez parfois déjà expérimentées avec succès dans vos collectivités.

La France possède une richesse extraordinaire d'intelligence territoriale. Il serait temps que l'État apprenne davantage à s'en inspirer.

Un appel à l'indépendance et à la responsabilité

Mesdames et Messieurs les Élus,

Je sais que beaucoup d'entre vous sont fatigués des affrontements politiques permanents, des promesses non tenues et de la distance qui semble parfois séparer les décisions nationales des réalités locales.

Je sais aussi que, malgré ces difficultés, vous continuez à servir vos concitoyens avec constance.

C'est cet esprit de responsabilité que je souhaite retrouver à l'échelle nationale.

Je ne vous écris pas pour vous demander de choisir un camp.

Je vous écris pour vous inviter à participer à un débat démocratique qui dépasse les appartenances partisanes.

Dans cette perspective, je serais honorée de pouvoir échanger avec celles et ceux d'entre vous qui souhaitent découvrir ma démarche et, le moment venu, envisager librement de m'accorder leur présentation.

Je respecterai naturellement les décisions de chacun.

Car une démocratie vivante repose aussi sur la liberté de ses élus et sur le respect de leurs choix.

Je forme le vœu que l'élection présidentielle de 2027 soit l'occasion d'un véritable débat sur l'avenir de la France, sur la place de nos territoires et sur la manière dont nous souhaitons exercer collectivement nos responsabilités.

Nos différences politiques ne doivent pas nous faire oublier ce qui nous rassemble : le service de la République et l'intérêt général.

Je vous remercie du temps consacré à cette lettre, mais surtout de l'engagement que vous consacrez quotidiennement à vos communes et à nos territoires.

Je vous prie de croire, Mesdames et Messieurs les Élus, à l'expression de ma considération républicaine.

Sylvane VERDONCK

Candidate à l’élection présidentielle de 2027

Ancienne adjointe au maire de Roubaix

Ancienne conseillère métropolitaine — Métropole européenne de Lille

Fondatrice du mouvement Les Français Engagés